

Cahier PDF des Repères pour l'Avenir

<http://athois-la-terre.jimdo.com/>

N° 13 – Septembre 2008

La disparition de la démocratie

 **REPERES**
POUR L'AVENIR
Conférences 2008-2009, le lundi 20h

**La disparition
de la démocratie**

Guy Hermet
22 sept.

Maison Culturelle d'Ath
Le Palace - Ath - www.ath.be/mca - 068/ 26 99 99

Mille mercis aux penseurs et scientifiques qui nous ont donné l'autorisation de publier leurs propos tenus à la tribune des grandes conférences athoises *Repères pour l'Avenir*.

Comme rapporteur, j'assume l'entière responsabilité des possibles imperfections de retranscription, de toilettage et d'élagage de leurs propos que la mise en forme écrite demandait. L'essentiel des présentations des conférences et des bibliographies, ainsi que la plupart des sous-titres des rapports des exposés, sont également de ma responsabilité.

Walter De Kuysche

La disparition de la démocratie

A. Présentation.....	3
B. Rapport de la conférence de Guy Hermet du 22 septembre 2008.....	4
C. Débat avec le public	16
D. Bibliographie.....	27

La disparition de la démocratie

A. Présentation

Docteur en sociologie et docteur d'Etat ès-Lettres, Monsieur Guy Hermet fut chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), professeur à l'Université de Lausanne et à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, titulaire de la chaire internationale de science politique de l'Université libre de Bruxelles, professeur invité à l'Université de Montréal. Ecrivain toujours prolifique, Monsieur Hermet est également docteur honoris causa de l'Université de Madrid.

Politologue réputé, spécialiste de l'histoire de la démocratie et de la citoyenneté, des nationalismes et du populisme, les perspectives qui l'intéressent pour l'heure sont notamment :

- La rivalité entre les modèles présents de gouvernements : la démocratie, le processus islamique et le récent modèle du « consensus de Pékin » (libéral en économie et autoritaire en politique) ;
- La configuration progressive de la « post-démocratie » dans nos sociétés avancées ;
- Le nouveau langage performatif (une « novlangue ») qui vient appuyer ce processus.

Dans son livre, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, le professeur Hermet prédit la disparition du système démocratique. « *De plus en plus de pays sont dits démocratiques, même si on peut douter de la qualité de leurs institutions démocratiques. Mais en densité, en profondeur ou en qualité, la démocratie recule. Elle s'étend en périphérie, mais s'épuise dans nos vieilles démocraties* », dit-il.

Guy Hermet croit que la démocratie telle que nous la concevons n'existera bientôt plus. Qu'il y a même un doute philosophique sur la pertinence de la souveraineté populaire. La démocratie était, soutient-il, largement une fiction. Aujourd'hui, le peuple et les élites n'y croient plus et nous sommes à la fin d'un régime ! Miser sur un sursaut démocratique relève précisément de l'illusion et de la volonté de se tromper soi-même.

C'est, selon Guy Hermet, la « gouvernance » qui préfigure le nouveau régime : un mélange de populisme pour le commun des mortels, d'une part, et de gouvernance entre « vrais décideurs » (pas toujours nécessairement élus politiques mais souvent cooptés et appartenant à d'autres métiers) pour la gestion des affaires sérieuses, d'autre part. Nous entrons « *désormais dans la saison hivernale de la démocratie tardive, la saison de ses vieux jours* » et nul ne veut le voir ni le savoir !

Rappelant la thèse de *L'Ancien Régime et la Révolution* qu'Alexis de Tocqueville publia en 1856, le professeur Hermet compare ce qui se passe aujourd'hui à ce qui se passait dans les années précédant la Révolution de 1789, celles du crépuscule des vieilles monarchies. Par confort mental, les Français et leurs voisins refusaient de voir le cataclysme révolutionnaire en marche : l'ébranlement des valeurs et la transformation en profondeur des idées, des comportements, du monde. Ils touchaient le crépuscule d'un régime et nous faisons de même aujourd'hui.

« *Ce qui se dessine est une transformation capitale à l'échelle de l'Europe (...) Nous touchons au terme d'un 'futur ancien régime', régime finissant, voué à céder sa place à un autre univers politique encore dépourvu de nom (...) Nous sommes, à la porte du 'Prochain Régime'* » ! Telle est la thèse provocante défendue par le professeur Hermet.

Inutile de dire qu'elle nous ébranle, mais aussi qu'elle nous remet les yeux ronds en face des trous et que la démarche est sans doute salutaire. Avant de savoir que faire, autant connaître l'état des lieux.

B. Rapport de la conférence de Guy Hermet du 22 septembre 2008

J'espère vous intéresser et ne pas vous effrayer.

Mon propos surprend, mais je crois qu'il y a beaucoup de choses en ce moment qu'on ne veut pas voir. Par exemple, quand on dit que les jeunes ne sont plus ce qu'ils étaient, qu'on ne se reconnaît plus dans nos enfants et petits-enfants. Il y a une crise ? De quoi ? De la société ou de la jeunesse ? Dans ces moments où l'on pense que tout est en crise, il n'y a pas de crise. Il y a la nouveauté radicale, qui s'insinue, qui s'infiltré dans tout, dans nos habitudes, nos comportements, nos façons de nous nourrir, nos façons de vivre. Et, bien sûr, dans la façon de nous gouverner, dans la façon dont nous sommes conduits.

Le rêve de la démocratie et la réalité de l'homo festivus

C'est de cela dont je voudrais vous parler. Cela va vous surprendre relativement mais, en fait, mon propos n'est pas nouveau. Depuis les années '90, exactement depuis '93 (même s'il y a eu d'autres livres auparavant sur le sujet), un livre de Guéhenno, *La fin de la démocratie*, disait que la

mondialisation (qui était déjà un phénomène amplement considéré) fait que les démocraties qui, par essence ont toujours été des démocraties nationales, ne vont pas pouvoir subsister.

Après, il y en a eu bien d'autres. Il y a eu notamment, pour ne parler que d'auteurs d'expression française, Rosanvallon qui disait : « Il y a assez belle lurette qu'on a compris que la démocratie, c'est impossible, c'est un idéal, c'est un rêve, mais que cela n'existera jamais. » Mon propos n'a donc aucune nouveauté.

Pourquoi ai-je pris comme titre pour mon livre *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime* ? Par irritation. C'est un coup d'humeur.

C'était au printemps 2006. La mairie de Paris avait annoncé un été de la démocratie. Il y avait là-dedans des pièces détachées : la journée de la femme, la fête des arbres, Paris-plage (qui consiste à fourrer du sable le long de la Seine – et puis on a beaucoup de mal à l'enlever, cela coûte terriblement cher), et diverses festivités comme cela. Pourquoi ? Pour satisfaire l'homo festivus, c'est-à-dire l'homme festif (et la femme festive, puisqu'il faut toujours dire, pour être dans le ton : l'homme et la femme).

L'homme et la femme, festif et festive, n'étaient plus que cela ; ils n'étaient plus des citoyens. Pour l'été de la démocratie, on leur donnait Paris-plage, la fête des arbres, la fête de la musique et d'autres fêtes de ce genre. Rien de citoyen ni de démocratique là-dedans. L'été de la démocratie n'était rien du tout. Nulle part elle n'était définie, ni dans une essence quelconque, ni même comme un objectif y compris un peu utopique.

Cela ne m'a pas plu ; cela m'a énervé. On a quelques fois tort, il ne faut pas s'énerver, dit-on. Mais cela m'a énervé et je me suis dit : l'été de la démocratie, dites-vous ? Moi, je ne dirais pas cela. Sûrement pas le printemps : la démocratie est déjà un peu rassie. Mais l'été ? Non, ce n'est pas sa plus belle saison. Je dirais que sa plus belle saison a été après 1945 : la démocratie sociale, le développement de l'Etat-providence, en Europe de l'Ouest tout au moins, où elle ne s'est d'ailleurs développée que là.

Donc, nous ne sommes pas à l'été. A l'automne alors ? Cela ne fait pas mal, l'automne. Cela apaise. Les couleurs de la nature sont belles et on se dit que cela va durer tout le temps. Et puis, il fait encore bon. Tout va bien.

Mais je me dis que ce n'est pas cela, qu'il ne faut pas s'endormir. Nous abordons un cap difficile. En fait, une période finissante. L'hiver, quoi. L'hiver de la démocratie !

C'est à ce moment-là, c'est-à-dire vers le mois de mai 2006, quand on annonçait ce programme de l'été de la démocratie à Paris, que je me suis dit que cela ferait un beau titre de livre : *L'hiver de la démocratie*.

L'obsession du populisme

Et puis, il y a autre chose qui m'a travaillé. On approchait des présidentielles en France, cela remuait ; ce n'était pas encore la campagne, mais cela remuait déjà beaucoup et il y avait de nouvelles méthodes qui apparaissaient.

Déjà, dans un pays voisin, l'Italie, s'était produit un tremblement de terre politique. Monsieur Berlusconi avait été évincé pour un moment mais il avait été élu en '94. Evincé, il était revenu. Il devait revenir encore et il est revenu effectivement. Je le prédisais, mais ce n'était vraiment pas un exploit, tout le monde pouvait s'en douter. Autrement dit, en Italie, le vieux système démocratique, parlementaire, des partis, était en état de déperissement avancé. Peut-être reviendra-t-il encore au pouvoir, à un moment ou à un autre, mais il en sortira. C'est terminé, toute une période est terminée. En Italie, il y a autre chose, qu'ils appellent la nouvelle république. C'est très gentil de leur part, mais en fait, c'est un autre régime.

En France, il y avait cette obsession pour le populisme, le populisme, nommément pourrait-on dire : Le Pen, le Front national. Mais je dirais qu'en dépit de la deuxième place de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles de 2002, la force du langage, l'obsession qu'on voulait instiller aux gens, dépassait le danger, car jamais Le Pen n'aurait été élu. Il y avait quelque chose là, anguille sous roche : le régime était finissant, tout en conservant son nom. Plus on parle de démocratie, moins il y en a, mais on en parle. Cependant, je dirais que le populisme faisait envie.

Le populisme faisait envie car c'était une nouvelle méthode, une façon de faire rebondir l'intérêt des citoyens pour le jeu politique, pour les élections. Il y avait cette idée que même le président Chirac avait maniée un moment, juste après sa victoire-échec, sa victoire peu glorieuse aux élections présidentielles ; il avait dit qu'il faudrait qu'on fasse davantage de référendums d'initiative populaire. Ce qui ne s'est pas fait, on n'a pas poursuivi dans cette voie. Il y avait cette idée qui travaillait beaucoup de figures politiques, qu'au fond, notamment pour contenir Le Pen et les autres, ailleurs, en Autriche, en Italie, il faudrait peut-être employer leur méthode. Combattre le mal par le mal, le populisme par le populisme.

Et donc nous avons eu, aux élections présidentielles en France, captation de la recette des méthodes populistes : je suis comme vous, je pense comme vous, je partage tout comme vous. Les autres ? Non. Les autres, soit ne savent pas ressentir vos sentiments, soit même ne sont pas très clairs dans leurs intentions.

Et cela, vous le trouviez, chacun à sa manière, de façon virginale et angélique chez Madame Ségolène Royal, dans le genre musculaire chez Monsieur Sarkozy et dans le sens classique du populisme chez le troisième, Monsieur Bayrou : tous les autres sont pourris, moi je ne le suis pas.

Mon titre, j'en avais la première partie, *L'hiver de la démocratie*, mais je me suis dit : mais oui, il y a la deuxième partie, ajoutons, pas un sous-titre,

ce n'est pas beau un sous-titre, c'est une cuisine de trouver un titre, il faut trouver quelque chose qui marche, mais oui : *ou le nouveau régime*.

Il est déjà là le nouveau régime : la post-démocratie. Le nouveau régime, c'est dans beaucoup de cas des recettes populistes, comme parler un nouveau langage de rupture avec le langage représentatif, raisonnable. Le langage politique raisonnable, c'est d'en dire le moins possible pour ne pas donner trop d'espoir aux gens et ne pas glisser, ne pas livrer ce qu'il ne faudrait pas dire, qui risque de produire des contreparties incontrôlables. Là, avec le populisme, c'était le changement : ne plus appliquer le « pas trop en dire », mais au contraire : dire, dire, dire !

Le populisme est l'autre forme de la démocratie.

Il y a deux formes de démocratie. Il y a la démocratie représentative où vous avez un personnel prudent, éduqué, entraîné sous le harnois des partis politiques durant des dizaines d'années, qui savent ce qu'il faut faire, qui se contrôlent les uns les autres ; même s'ils s'opposent, ils savent ce qui ne se fait pas, ils obéissent aux règles du jeu.

Et puis, il y a la démocratie populiste. L'exemple que l'on imagine surtout, c'est l'Amérique latine, avec le colonel Peron, en Argentine, ou maintenant le colonel Chavez au Venezuela (c'est à croire qu'il y a un mauvais sort qui poursuit les colonels latino-américains). Donc, des gens qui promettent tout, qui adoptent un langage de fraternité absolue, fusionnel avec le peuple, qui sentent le peuple. Là, ils en font un peu trop. Mais je dirais que le langage « Je sens comme vous, je parle comme vous », après tout, ce n'est pas un scandale, c'est l'autre forme de la démocratie.

Désormais, pour se faire élire, on voit apparaître une nouvelle manière de faire la politique qui capte les recettes populistes. Seulement, on ne peut pas gouverner comme cela. Ou on gouverne très mal. Regardez Chavez, je ne lui veux pas de mal, mais cela va mal finir. Il va brûler la baraque, et puis cela se terminera mal, comme avait fait Peron.

On ne gouverne pas comme cela. Gouverner, j'en ai une conception discutable, sûrement, et Monsieur Spitaels va dire que je suis un ignorant : gouverner, c'est gérer le calendrier, c'est contrôler l'agenda.

Gouverner, c'est choisir parmi les demandes populaires ou parmi les actions politiques qui paraissent nécessaires à ceux qui gouvernent et qui ne sont peut-être pas populaires, voire que les gens ne demandent pas du tout. C'est choisir là-dedans ce qui est faisable, à suffisamment court terme, et qui ne va pas créer, pour ceux qui sont au pouvoir, plus d'ennemis que d'amis.

Il vaut donc mieux établir un calendrier d'actions faisables et repousser les actions qui ne sont pas faisables ou celles qui vont vous créer plus d'ennemis que d'amis. On peut faire autrement. Il y en a qui considèrent que ceci ne vaut rien mais, généralement, cela se passe mal.

Quand vous avez été élu sur une base populiste en disant : « Je vais faire ce que vous voulez », quand vous avez, comme Madame Ségolène Royal, embrassé les gens sur les chaises roulantes, que vous avez, comme Monsieur Sarkozy, dit que vous alliez mettre au pas les immigrés. Après... : pfft ! Ce n'est pas facile tout cela. Peut-on le réaliser ? C'est là qu'intervient le mot de gouvernance et ce qu'il recouvre.

La gouvernance

La gouvernance est un très vieux mot qui remonte au Moyen Age, au 13^e siècle paraît-il. Un mot qui remonte au 13^e siècle et qu'on trouve en français ou dans ce qui à l'époque tenait lieu de français, et dans les langues dérivées. Qu'on trouve aussi en italien, espagnol, portugais et anglais. *Governance*. En général, c'est le mot anglais que l'on connaît, mais qui vient du français ; c'est toute la partie française de l'anglais.

Cela voulait dire la gestion des affaires publiques. La gouvernance d'une ville, par exemple : enlever les ordures, faire la police, organiser les veilleurs de nuit, etc. Et puis, le mot a disparu au 18^e siècle. On a pris une expression allemande et on disait : les sciences camérales. En Allemagne, il y avait à peu près trois cent cinquante petits royaumes, duchés, comtés, principautés ecclésiastiques, rattachés au Saint Empire allemand, et s'étaient développées là-dedans les sciences camérales, c'est-à-dire les sciences de l'administration, qu'on a commencées à enseigner. Comme on l'enseigne maintenant un peu dans les départements d'administration publique des universités.

La gouvernance est revenue très tard, vers 1935, quand on a commencé à parler de la gouvernance des entreprises. En anglais : *corporate governance*. La gouvernance des entreprises, c'était de changer les entreprises : rendre les gens plus participatifs, faire des structures moins hiérarchiques, donner une expression possible à l'inventivité du personnel, etc.

Ensuite, dans les années '80, il s'est passé un phénomène intéressant. En Grande-Bretagne en particulier, l'étroitesse et la crise budgétaire a fait que les communes avaient de plus en plus de difficulté à assurer les services publics et les services sociaux. Il fallait inventer quelque chose pour confier ces services sociaux à d'autres, pour les faire assurer par d'autres. Dans les communes conservatrices, on a privatisé. On a dit : « Oh ! mais ce sera beaucoup mieux si les ordures sont enlevées par des entreprises privées. D'abord, vous n'aurez plus d'impôts à payer. Le privé va faire je ne sais pas quoi. Il va se débrouiller. Je ne sais pas trop ce qui se passe, mais enfin... » Et on a appelé cela gouvernance, gouvernance municipale.

Pour les travaillistes, évidemment, pas question ! Pas question de confier les services publics au secteur privé. Et alors, on a fait de la participation. On a décidé que les parents participeraient à la gestion des écoles, re-peindraient les écoles... On a aussi appelé cela gouvernance.

Et donc, la gouvernance s'est transportée du domaine des entreprises économiques au domaine politique.

Ensuite, on a trouvé que le mot sonnait bien, surtout en anglais (on le disait, surtout à l'époque, uniquement en anglais : *governance*), et le Fonds monétaire international, surtout la Banque mondiale, s'est emparé du mot et l'a confisqué dans un rapport sur le développement en Afrique noire, au sud du Sahara, en disant : « C'est très mal parti, c'est foutu. Toutes les politiques de développement qu'on a pu faire étaient des politiques complètement erronées. On faisait des petites opérations, on creusait des puits et on asséchait les nappes phréatiques. Ou bien on faisait de grosses opérations, d'énormes barrages, d'énormes hôpitaux qui pompaient à eux seuls, dans le cas des hôpitaux, par exemple, le budget entier de pays comme le Togo. Donc, c'était de la folie. Ce qu'il faut à l'Afrique subsaharienne, c'est une bonne gouvernance. »

La bonne gouvernance à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, c'était ce qu'on avait déjà vu chez les conservateurs britanniques : transférer des tâches de service public, la santé, les écoles... à d'autres. Les enlever aux Etats qu'on considérait comme corrompus. Ces pays africains, toute l'aide qu'on leur donne, c'est quelques fois vrai, disparaît, sert à acheter des appartements à Bruxelles, à Paris ou à New York. Et donc, on a transféré beaucoup d'opérations, confié beaucoup de travaux publics, à des entités entièrement privées qui étaient, soit des ONG (ce fut la grande période de victoire des ONG qui ont vu des transferts de fonds formidables), soit à d'autres opérateurs mais qui n'étaient plus les Etats. On a mis les Etats de côté.

En même temps, l'idée était qu'il fallait mettre fin à la corruption de l'Etat, pour ce qui restait d'Etat – pas grand chose ! – et qu'il fallait un bon gouvernement. Et tout cela s'appelait gouvernance.

Il y eut d'autres étapes, mais j'en passe.

Finalement, on parlait de plus en plus de gouvernance, de *governance*, spécialement à Bruxelles, Bruxelles communautaire, Bruxelles Europe. De plus en plus, les fonctionnaires européens n'avaient que ce mot à la bouche. Et il leur est venu une idée : pourquoi, au fond, le système de conduite de l'Europe (je n'ose pas dire de gouvernement, parce que l'on répudiait la politique, et que le gouvernement c'est de la politique), pourquoi ne l'appellerait-on pas gouvernance ? Et pourquoi ne réfléchirait-on pas à donner un contenu à la gouvernance ?

Parce qu'on utilisait le mot, mais qu'au fond ce n'était pas très clair. Cela signifiait tout ce que l'on voulait. Pour beaucoup de gens, cela voulait dire simplement gouvernement, d'ailleurs. Mais il ne fallait plus dire cela, ce n'était plus à la mode. Et donc, les gens des Commissions se sont préoccupés de donner un contenu fort intelligent au terme de gouvernance. Au fond, l'idée fondamentale était que la vieille politique des partis, des professionnels de la politique, ne convenait plus. Ce n'était pas tellement que

c'était corrompu, mais ce n'était pas sensible aux innombrables demandes de sociétés complexes avec de multiples niveaux.

Jusqu'alors, on avait l'idée d'un pays, de plusieurs pays. D'une Belgique, par exemple, qui était un territoire politique, qui était le site d'une démocratie finie. Tout cela fonctionnait à l'intérieur de cette bouillotte Belgique. C'était pareil pour la France, l'Allemagne... Plus ou moins. Parce qu'il y avait des pays fédéraux et qu'il y avait déjà des pays en forte zizanie, comme la Belgique, par exemple.

A Bruxelles, on a pensé que tout cela n'existait pas, qu'il y a le niveau local, le niveau régional, le niveau national et le niveau européen. Que cela faisait pas mal de niveaux où les choses sont différentes, où les façons de conduire les affaires doivent être complètement distinctes. Peut-être que la démocratie, c'est bien à un niveau mais qu'à un autre, ce n'est plus possible, que c'est se moquer des gens.

D'autre part, jusqu'alors, on faisait semblant de croire (parce que ce n'était pas vrai) que le fonctionnement du pouvoir politique était l'affaire de deux catégories de gens, deux catégories de spécialistes : les élus, d'une part, les représentants à tous niveaux, et les fonctionnaires, d'autre part. Des spécialistes, des professionnels, qui s'adjoignaient de temps en temps quelques experts, comme cela leur plaisait, qu'ils écoutaient ou n'écoutaient pas.

On s'est dit : cela ne va pas, ce qu'il faut, c'est s'inspirer de la gouvernance d'entreprise, gouverner nos sociétés comme des entreprises et récuser d'abord une notion fautive, capitale, qui constitue le centre de ce que je vous dis : la notion d'intérêt général ou de volonté majoritaire. La démocratie repose là-dessus.

On dit (on le dit parfois, de moins en moins, il y a des Constitutions qui ne le disent plus), on dit en gros que la démocratie, c'est le pouvoir du peuple. En réalité, la démocratie est un système où il y a souvent des Constitutions (encore que le Royaume-Uni n'a pas de Constitution, qu'Israël n'a pas de Constitution, parce qu'ils ne peuvent pas, cela ferait exploser la baraque, pas moyen), mais ailleurs, il y a des Constitutions qui en général se réfèrent à la souveraineté populaire, à la souveraineté du peuple. Le peuple, comme disent les Suisses, est le Souverain, avec un grand S ? Le peuple est le roi. Vous avez un roi en chair et en os, mais en Suisse, le peuple est le souverain, le roi collectif. C'est très beau, c'est majestueux, c'est magnifique. Simplement, c'est complètement faux !

Une fois ce préambule des Constitutions passé, dans la pratique, on s'est demandé comment cela pouvait marcher.

Au début d'ailleurs des pré-démocraties, au début du 19^e, il ne fallait surtout pas que le peuple ait le moindre exercice de sa souveraineté supposée. On avait le suffrage censitaire. En Belgique, le suffrage a été inégal,

sinon censitaire, jusqu'en 1918, comme dans le Royaume-Uni et en Prusse, parce qu'on se méfiait tellement du peuple, qu'on n'en voulait pas.

Mais finalement, on a inventé un dispositif qui n'était pas spécialement démocratique. C'était que dans ces pays de la souveraineté du peuple, le peuple ne pouvait gouverner lui-même, qu'il ne pouvait gouverner que par l'intermédiaire de ses représentants, comme dit la Constitution française de 1791, qu'il ne pouvait gouverner que par l'intermédiaire de professionnels.

Mais après, que se passerait-il ? Comment prendrait-on des décisions ? Les professionnels se taperaient dessus, on n'arriverait jamais à une décision ! Eh bien : à la volonté majoritaire, à la majorité. Ce qui, en un sens, est absurde. Evidemment, si l'on prend une décision à la majorité, la majorité des gens seront contents ce jour-là, mais ils ne seront peut-être plus contents la semaine d'après, ils auront déjà changé d'avis. Vous voyez l'extrême fragilité de la démocratie.

Eh bien, on en est arrivé à considérer, dans les années '90, à Bruxelles et ailleurs, que la démocratie c'était très bien mais que ce qui était embêtant (disaient les néoconservateurs américains), c'était les élections au suffrage universel. Il aurait fallu la démocratie sans élection. Là, cela aurait été parfait. On aurait gouverné comme on veut, les gens s'en seraient beaucoup mieux portés, pensait-on.

Cela a été l'invention du nouveau régime, qui se dessine, qui n'est pas encore établi.

Pour certains, c'est un mélange de populisme pour se faire élire et d'opacité de gouvernance, de suppression du débat politique ; au fond, de suppression de l'intérêt général et du public au profit d'un fonctionnement un peu à la manière du privé, d'une entreprise, avec des acteurs qui se placent tous sur un plan d'égalité.

On le voit dans les administrations lorsqu'il s'agit, par exemple, de grands projets d'infrastructures, de chemins de fer à grande vitesse, de choses comme cela. Il y a vingt ou trente ans, on convoquait des représentants des associations de particuliers, de propriétaires, d'usagers, d'architectes, tout le monde. Et on les écoutait. Mais enfin, les représentants de l'Etat et les élus faisaient ce qu'ils voulaient. Et puis, peu à peu, cela s'est beaucoup transformé. Tous se sont placés sur un pied d'égalité au point que, très souvent, on voit que les hauts fonctionnaires consultent davantage que les parlementaires. Ils sont plus démocrates, si vous voulez, bien qu'ils soient très hiérarchiques dans notre esprit. C'est la préfiguration de la gouvernance.

Ce dialogue entre les acteurs du public (les élus, les fonctionnaires et d'autres) et les acteurs du privé de toutes sortes (le privé, cela va des syndicats d'entreprises et des syndicats professionnels, aux responsables religieux) fait que l'on passe du stade de la consultation au stade de la

délibération. On ne le dit pas, mais la décision, éventuellement finalement entérinée par une assemblée communale, régionale ou nationale élue, la vraie décision est en réalité prise avant, dans le système de « privatisation » du public.

Cachez cette réalité que je ne saurais voir

Cette pratique se dessine, elle n'est pas achevée. Il y a eu un grand coup d'arrêt avec l'échec de la Constitution européenne. Je suis profondément européen de sentiment et c'est un échec que je déplore. Mais je crois que cela va reprendre, d'une manière ou d'une autre, à Bruxelles ou ailleurs, au niveau communautaire ou à un niveau inférieur ou supérieur. Par exemple, l'Organisation mondiale du commerce obéit aussi à ce modèle de gouvernance.

Mais ce qui me frappe, c'est qu'on ne veut pas voir la réalité. Les gens me disent : « Mais oui, vous parlez d'une crise, mais cela va se terminer. Il faut convaincre les gens de voter, il faut les convaincre que la démocratie, il n'y a rien de mieux. Cela ira tout seul. » Simplement, comment faire ?

Je pense à deux choses.

En décembre 2003, l'assemblée qui préparait la Constitution européenne, sous la conduite de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, avait, je crois à l'instigation de Valéry Giscard d'Estaing, décidé de mettre en préambule de la Constitution un passage du discours de Périclès aux obsèques nationales des soldats morts dans la première année de la guerre du Péloponnèse, vers 450 avant Jésus-Christ. C'est Thucydide, l'historien grec qui relate cela. Vous pouvez le lire en livre de poche, en deux volumes : *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, de Thucydide, c'est dans le premier volume, vers la page 120. Périclès, tel que le relate Thucydide, parle d'Athènes et de ses mérites, et dit : « Athènes est une démocratie. Pourquoi ? Parce que la démocratie est le pouvoir du plus grand nombre. »

Vous savez qu'Athènes était une démocratie directe, comme on dit. Il y aurait beaucoup à dire, mais... Une démocratie directe. Cette citation de Thucydide a été récusée en juin 2004. On a dit : « Pas de cette citation de Thucydide. » C'était les petits pays, pas la Belgique ni le Luxembourg, mais les pays baltes, certains pays nouveaux, entrants ou futurs nouveaux entrants dans l'Union européenne, qui s'opposaient à ce que l'on parle du pouvoir du plus grand nombre, parce que, pour eux, cela signifiait une domination de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, de l'Italie, etc. L'idée séminale, fondatrice de la démocratie, a donc été récusée, expurgée de la Constitution européenne avortée. Malheureusement. Personne n'en a parlé, personne ne s'en est indigné.

Nous parlions au dîner d'autre chose, de l'évacuation du drapeau de l'Europe, de l'hymne de l'Europe et de la Constitution européenne, à la demande d'un pays et d'autres. De cela, on en a légèrement parlé, mais de la suppression de la citation de Périclès par Thucydide, personne n'en

a parlé. C'est-à-dire qu'en langage vulgaire, tout le monde s'en fout que la démocratie soit le pouvoir du plus grand nombre ! Tout le monde s'en fout que la démocratie soit la démocratie. La démocratie, ce n'est rien, c'est un mot !

Nous ne nous rendons pas compte que nous sommes à l'aube de la post-démocratie et que nous ne voulons pas le voir ni le savoir.

Cette attitude, cette manière de nier la réalité, est développée par le plus grand politologue qui ait existé : Alexis de Tocqueville. C'était un aristocrate français qui a écrit entre 1830 et 1850, notamment *De la démocratie en Amérique* et puis, pour finir, *L'Ancien Régime et la Révolution*. Ce dernier essai est une étude de la Révolution française et des années qui la précèdent. Ce qui avait frappé Tocqueville, c'était que dans les années 1780, où il y avait des soulèvements à Paris mais aussi à Bruxelles et à Genève, où toutes les idées nouvelles étaient là, personne ne croyait que la monarchie en France et bientôt ailleurs (on allait aussi saquer comme des malpropres deux rois successifs d'Espagne, assassiner un tsar, expulser un roi de Suède), que les monarchies européennes étaient menacées en quoi que ce soit. Pour eux, c'était évident, ils avaient la monarchie pour mille ans. Comme nous pensons aujourd'hui que nous avons la démocratie pour mille ans.

Et Tocqueville écrit très précisément : « L'idée qu'on put gouverner autrement qu'on ne gouvernait, détruire ce qui avait duré si longtemps et le remplacer par ce qui n'existait encore que dans l'esprit de quelques écrivains, la pensée qu'on pouvait bouleverser l'ordre qu'ils avaient sous les yeux au milieu du désordre et des ruines, l'ordre nouveau, tout cela leur paraissait chimère ridicule. »

C'est cela que je vous débite ce soir : ce sont des chimères ridicules. Seulement, je ne le pense pas.

Croissance de la démocratie en extension et régression de la démocratie en profondeur

On se laisse tromper par les apparences de la démocratie en extension.

On peut considérer la démocratie en extension et en quantité ou en profondeur et en qualité.

En extension et en quantité, il n'y en a jamais eu autant. La démocratie s'est plus ou moins étendue partout ou presque en Amérique latine (encore que maintenant cela ne tourne pas rond partout), sauf à Cuba ; elle s'est établie dans des pays de l'Extrême-Orient, en Corée du Sud, à Taïwan, de façon très présentable, tout à fait acceptable ; dans de très rares pays africains, en Afrique du Sud (mais c'est très convulsionnaire) ; et en Afghanistan et en Irak. Voilà de belles démocraties !

Simplement, il y a un monsieur qui s'appelle Farid Zakaria, un Américain, qui dit que tout cela ce sont des démocraties illibérales (pas toutes mais la plupart). On parle toujours de démocratie libérale, mais ces démocraties illibérales sont en fait de fausses démocraties, qui ne sont probablement pas appelées à durer, qui vont peut-être entrer dans un cycle fatal (qui est fini en Amérique latine mais qu'on va peut-être trouver ailleurs), de démocraties chancelantes, renversées par des régimes militaires qui prétendent rétablir un peu d'ordre dans la maison. Puis les militaires se lassent et rétablissent la démocratie, qui chancelle à nouveau. Et voilà, cela tourne comme cela. Je crois que l'on risque d'aboutir à quelque chose de similaire.

Pour évoquer une anecdote, en Afghanistan, il y avait le *monitoring* de l'ONU, des gens qui monitoraient. A l'époque, la responsable de ce service de monitoring était Madame Carina Perelli, une Uruguayenne qui avait été conseillère des militaires uruguayens quand il y avait la dictature militaire en Uruguay. Donc, on avait pensé qu'elle était tout à fait au fait pour, ensuite, monitorer les élections dans des pays un peu critiques. Les gens qui faisaient le monitoring électoral, c'est-à-dire le recensement électoral pour établir des listes pour faire voter les gens, m'expliquaient : « Surtout, on n'allait pas dans les secteurs un peu litigieux. Si c'était un peu dangereux, si c'était trop compliqué, on n'y allait pas. » Et avec cela, on a fait des élections. C'est le système assez général dans ces pays.

Voilà où on en est : la démocratie en extension. Certes, il n'y en a jamais eu autant, mais qu'est-ce que c'est ?

Et puis, à côté, il y a la démocratie en profondeur, la démocratie en qualité, dans nos pays. Je vais essayer d'imager mon propos pour esquisser le tableau de la démocratie en profondeur.

Depuis la guerre de 14-18, où on avait mobilisé les hommes pour les envoyer sur le front et, pour beaucoup, y mourir, s'est développée la démocratie moderne. Démocratie du suffrage universel, masculin puis féminin. Tout de suite masculin et féminin en Angleterre ou en Allemagne : 1918-19 en Allemagne, 1928 en Angleterre, (parce que jusqu'en 1928, les femmes ne pouvaient pas voter avant 28 ans, et qu'à partir de 1928, elles ont pu voter à partir de 21 ans).

Après la guerre de 14-18, suffrage universel véritable, développement des partis modernes et l'antidote pour apaiser la revendication des masses, des pauvres, ou la revendication ouvrière, appelez cela comme vous voulez : le développement de la démocratie sociale, de l'Etat-providence. Surtout à partir de 1930-31. Il y avait déjà eu une ébauche à partir de 1913, par exemple, pour les accidents du travail en Grande Bretagne. Avant cela, il y avait déjà l'Allemagne impériale, dès 1890, mais c'était un régime semi-autoritaire. Mais comme c'était un régime semi-dictatorial qui avait inventé la démocratie sociale, on n'aimait pas beaucoup se référer à cela.

Pourquoi la démocratie sociale et l'Etat-providence ? Il s'agissait de satisfaire la masse de la population, d'éviter qu'elle ne se radicalise trop. En même temps, il y avait les plus nobles motifs chez certains et de beaucoup plus intéressés chez d'autres. Motifs nobles chez les socialistes, motifs intéressés chez les conservateurs qui pourtant s'accommodaient de l'Etat-providence, et un mélange des deux chez les sociaux-chrétiens. Et s'est développé l'Etat-providence qui consistait notamment, à chaque fois qu'il y avait des élections, à promettre davantage. Et il fallait réaliser, parce que les gens se sont habitués à ce que ce ne soit pas de vaines promesses.

On a commencé par les choses simples : l'assurance chômage, la cotisation retraite obligatoire, l'assurance accident du travail. Et puis on est passé par la suite à des choses beaucoup moins simples : la démocratisation de l'enseignement secondaire, puis de l'enseignement supérieur, puis la démocratisation des modes de consommation par l'amélioration du niveau de vie. Et il s'est passé une chose dont on s'est aperçu dans les années '80 et '90, c'est que sur le plan financier, économique, cela ne pouvait pas continuer comme cela.

Rien que l'assurance maladie, si on avait continué à augmenter comme cela, à satisfaire le remboursement intégral des coûts des soins les plus coûteux, qui sont absolument gigantesques et qui vont croître, cela eut été impossible. Avec les découvertes médicales, sauver une personne pourra coûter trois millions d'euros, par exemple. Si tout le monde devait être sauvé à trois millions d'euros, cela ferait exploser le système. On avait imaginé que vers 2035, dans les pays de l'Europe de l'Ouest, la démocratie sociale, l'Etat-providence, absorberait la totalité du revenu national. C'est-à-dire que nous aurions été réduits à bouffer de l'aspirine. C'est tout ce qui aurait été possible.

Il y a eu cette découverte de l'impasse financière et, à partir de ce moment-là, on s'est rendu compte que la démocratie sociale devenait impossible et constituait une ressource politique impossible. Là où on a commencé à démonter la démocratie sociale, c'est curieusement en Suède. C'est notamment le premier ministre suédois, Göran Persson et les sociaux-démocrates ou travaillistes suédois qui ont vraiment lancé le mouvement inverse : le démantèlement de l'Etat-providence en Europe.

Dans cette détérioration en profondeur de la démocratie dans les pays avancés, il n'y a pas que cela, il y a « la congestion du plaisir ». C'est un terme que j'emprunte à un philosophe espagnol, mort en 1955, José Ortega y Gasset. C'est le plus grand philosophe espagnol moderne. Ortega y Gasset, dans son livre *La révolte des masses* (prémonitoire, il racontait tout cela en 1928 !) disait : « Il va y avoir une congestion du plaisir. » Il pensait aux vacances : « Quand il y aura des congés payés pour tout le monde, que tous les gens vont se précipiter avec leur voiture vers les plages, que vont-ils découvrir ? Que le plaisir dont jouissait une minorité qu'ils enviaient (plaisir, parce qu'il n'y avait pas beaucoup de monde, pas beaucoup de voitures sur les routes, pas beaucoup de monde sur la pla-

ge), s'évanouit à partir du moment où il se démocratise. » La démocratisation des vacances, ce sont les encombrements, les plages complètement surpeuplées, etc.

Et cela n'est rien, ce ne sont que les vacances. Après tout, les gens n'ont qu'à pas aller en vacances – encore que cela ne leur plairait pas ! Mais pensez à l'éducation.

L'accès de plus en plus de jeunes à l'université aboutit-il à l'accomplissement de leurs désirs ? Non. Leurs désirs, c'est la promotion sociale, un travail intéressant, faire comme ceux d'il y a vingt ans qui sortaient de l'université, qui étaient médecins, qui étaient ceci, qui étaient cela. Mais pour eux, cela ne marche pas. Déclassé, c'est cassé, cela n'existe plus ! Le ressort le plus profond de l'Etat-providence, l'argent, pour des satisfactions tangibles, matérielles, l'espoir de vivre soi-même de mieux en mieux et surtout de voir ses enfants vivre mieux que soi, s'est cassé.

Pour conclure ici

Autrement dit encore, la démocratie c'est comme une sorte de voiture qui aurait un réservoir qui était plein de carburant au début. Au début, c'était une démocratie civique : on donnait aux gens le droit de vote, on les encourageait à militer dans les partis. Cela consommait très peu. A ce rythme-là, la voiture faisait, mettons un litre aux cent. C'était sensationnel, on pouvait continuer très longtemps.

Et puis, avec la démocratie sociale, on est passé à trois, quatre ou cinq litres aux cent. Cela coûtait cher, l'assurance maladie. Et puis, quand on a démocratisé l'enseignement, on est passé à huit litres.

Aujourd'hui, les gens sont déçus, ils ont l'impression qu'on a consommé tout cela pour pas grand chose. Et puis on arrive au fond du réservoir. Il reste trois ou quatre litres dans le réservoir. Cela marche encore, mais pour combien de temps ?

C'est cela l'état de la démocratie en profondeur.

C. Débat avec le public

Question. – Vous avez parlé de la mondialisation et de la globalisation. Nous sommes de plus en plus confrontés à la globalisation de l'économie, du système financier et, quelque part, à la globalisation du politique. Nous avons donc l'impression d'être de plus en plus confrontés à la difficulté de comprendre les mécanismes des institutions politiques et européennes. Dès lors, peut-on dire que l'excès de la bureaucratie et la multiplicité des institutions peuvent constituer un frein au système démocratique, par rapport à la proximité de l'Etat-nation qui, à mes yeux, est plus important que le sous-régionalisme exacerbé au niveau, par exemple, européen ?

Vous abordez là divers phénomènes.

La globalisation ou la mondialisation, c'est synonyme, mais on peut aussi distinguer.

Je dirais que la mondialisation, c'est ce qui se passe à l'échelle planétaire et qu'il y a très longtemps que cela existe. Il y avait déjà une mondialisation, peut-être moins poussée, au 19^e siècle. Il y en avait même une autre qui était à l'échelle de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais c'était le monde connu à l'époque, au 18^e. La mondialisation, c'est l'extension d'un phénomène.

La globalisation, c'est autre chose dans la définition que j'en donne : c'est un système qui consiste à dire que les décisions prises à l'échelle nationale, d'une part, selon la méthode ou la procédure démocratique, d'autre part, sont des décisions qui n'ont pas de sens. L'idée, c'est qu'elles ont un cadre trop étroit dans le cas de celles qui sont prises à l'échelle nationale, et qu'elles sont presque absurdes en ce qui concerne celles qui sont prises selon la procédure démocratique. Parce que la procédure démocratique n'obéit qu'à une rationalité, celle de la majorité, c'est-à-dire celle de la popularité, qui est quelque chose de très fragile. Ou alors, qui est quelque chose de proprement manipulé.

La globalisation, qui est très nébuleuse, se positionne comme une méthode de conduite qui est postérieure à ces méthodes primitives qui se situaient à l'échelle nationale et qui s'effectuaient selon la procédure démocratique. Evidemment, cela ne se dit pas. Vous me direz : « Ce qui ne se dit pas, n'a aucune importance. Ce qui est rationnel, ce que pensent des écrivains, comme disait Tocqueville, ces chimères qui ne sont que dans la tête de quelques écrivains, n'ont pas d'importance. » Je n'en suis pas certain. Elles ont peu de chances d'être répétées, peu de chances d'être adoptées comme définition dans l'action post-politique, puisque tout cela récuse un peu la politique. Mais cela peut très bien se passer réellement.

D'autre part, vous évoquiez l'autre phénomène à la fois de la bureaucratisation et de l'expertisation (c'est-à-dire du règne des experts qui est plus important maintenant que la bureaucratisation). La bureaucratisation existe depuis belle lurette. Depuis le 17^e siècle, peut-être même un peu avant. Le règne des experts existait un peu mais beaucoup moins. Vous avez cette structure, qui est peut-être plus le propre des Etats nationaux. Je ne sais pas si cela les dessert.

J'ai l'impression que dans l'état d'abaissement relatif des Etats nationaux de l'Europe de l'Ouest, de la démocratie classique – je m'excuse de parler franchement, de dire des choses pareilles – j'ai l'impression que les experts sont des figures qui rassurent davantage et qui sont plus respectées que le personnel politique classique, par exemple, ou que les fonctionnaires. C'est un fait, c'est tout, je ne juge pas. Je crois que dans beaucoup de pays, les experts permettent au régime existant de conserver une certaine vraisemblance.

L'Etat-nation. Il faut essayer d'imaginer les choses à une échelle d'une certaine envergure. Je me souviens qu'il y a huit ou dix ans, je racontais à mes étudiants de l'ULB à Bruxelles, que j'avais aussi été un moment en Amérique Latine. J'y allais souvent, dans le temps. J'allais régulièrement à Mexico, dans un hôtel qui était au-dessus d'une école. Tous les matins, les enfants, garçons et filles, se réunissaient avec leur tablier (ils ont encore des uniformes là-bas) pour chanter l'hymne national et pour monter le drapeau. J'ai aussi été en Amérique latine avec mes fils. J'ai vécu à Bogota et ils étaient au lycée français. Il fallait qu'ils fassent cela aussi : lever le drapeau colombien, chanter l'hymne de la gloire immarcescible de la Colombie. Et mes fils chantaient cela à pleins poumons. Je disais à mes étudiants à l'ULB : « On vous ferait faire cela, cela vous ferait rigoler. Ce n'est plus possible des identifications nationales comme cela. »

Ce que je disais il y a une dizaine d'années n'est pas revenu chez nous. Mais il faut voir deux choses à l'échelle de la planète, la petite et la grande.

La petite planète, c'est l'Europe. L'élargissement de l'Europe à 25, puis à 27, a fait entrer dans l'Europe douze pays qui étaient des nations inachevées, des restes de l'empire austro-hongrois, de l'empire des tsars, de l'empire soviétique, bien qu'il y ait eu des indépendances nominales. Des pays à l'histoire tronquée, des pays détruits, des pays qui ne s'étaient jamais achevés en tant que nations. Et nous avons eu l'excellente idée de les faire entrer dans l'Europe, en se disant : « Cela va noyer le poisson, ils vont tous s'aimer, ils vont tous aimer la démocratie. » On voit maintenant que le pays le plus avancé, l'Estonie, est le plus corrompu de l'Europe. Que certains ont réélu un moment les communistes. Mais pourquoi pas ? Que d'autres, en Pologne, ont élu des personnages que nous trouvons douteux.

Enfin, on ne les contrôle pas du tout. Mais surtout, on leur a fourni des moyens qui leur servent à quoi ? Des moyens qui leur servent à se créer en tant que nation, à enfin pouvoir soutenir leurs nationalismes pour de bon. Je dirais que l'élargissement de l'Europe, c'est avant tout cela. C'est terrible. C'est un échec abyssal.

Et puis, il y a les autres, le monde historique. Avec la post-démocratie, nous sommes dans un monde post-historique. Nous sommes quant à nous partis plus loin, en avant, je ne sais pas, mais plus loin. Mais il y a tous ceux qui sont en arrière et qui en sont réduits à vouloir imiter ce que nous étions il y a cinquante ou cent ans, à développer des nations et le nationalisme. On trouve cela dans l'Afrique subsaharienne et de façon très confuse dans les pays musulmans.

Sur le plan du nationalisme, nous sommes dans une situation invraisemblable. Va-t-on être obligés de redevenir nationalistes pour faire bonne figure ? J'espère que non.

Q. – Vous avez tracé l'évolution de la démocratie vers la non-démocratie et vous nous avez cité quelques exemples de gouvernance. Pourriez-vous nous préciser ce que serait, dans quelque temps, la gouvernance ? Comment la voyez-vous ? Comment peut-elle survenir : par révolution ou par évolution ? Dans quel système ? Dans quelle partie géographique du globe ?

Ce que pourrait être le nouveau régime, c'est, d'une part, le populisme pour se faire élire et, d'autre part, la gouvernance pour la direction des affaires.

La gouvernance : quelle en est la signification ? Je l'interprète très fidèlement d'après le *Livre Blanc* de la Commission européenne de 2000, qui était l'œuvre du professeur Burns, de l'université de Göteborg. La gouvernance est une géométrie nouvelle de la conduite des sociétés. Je ne dis pas gouvernement, à dessein, parce que c'est un post-gouvernement. Le gouvernement, c'est une hiérarchie et un site, un lieu du gouvernement, comme il y a des lieux de l'Etat. La gouvernance, on a du mal à la situer dans un lieu.

La gouvernance est un mode de conduite horizontalisé des sociétés. C'est le plus important. Je m'explique en faisant un détour (je m'excuse de faire des détours aussi saugrenus) par la réforme protestante.

Jusqu'à peu près 1517, quand Luther a affiché ses thèses dans l'église de Wittenberg (après il y a eu Calvin, vers 1530), l'idée religieuse catholique était hiérarchique, verticale. Il y avait Dieu en haut, le pape, les évêques, le clergé, les bonnes sœurs, les nobles, les pas nobles, les bourgeois, les paysans, les artisans. Tous ces gens avaient un rapport hiérarchisé à Dieu. Avec Luther et Calvin, s'impose la doctrine du sacerdoce universel. Le sacerdoce, c'est la sacralité, la prêtrise, le droit d'avoir un rapport direct à Dieu. Le sacerdoce universel signifiait que, dans la vision de Luther, lui Luther (il était sans doute un peu hypocrite, parce qu'il ne devait pas vraiment le penser), était aussi haut, aussi élevé aux yeux du Tout-Puissant que le dernier des paysans ou des artisans ou des nobles. Tous étaient situés horizontalement face à la divinité. Cela entraînait tout le reste, notamment le droit de lire et d'interpréter directement les écritures. Puisque tout le monde était égal, il n'y en avait pas qui avaient plus de droit que d'autres. Cela a été une révolution formidable, dont dérive d'ailleurs largement la démocratie. Il n'y a pas que cela, mais c'est très important.

Je dirais qu'on est peut-être dans une révolution aussi importante sur le plan de la conduite des sociétés, c'est-à-dire l'abolition de la politique.

Au fond, la politique, c'est une hiérarchisation qui, dans notre esprit, a toujours existé. Qu'il y eût des rois, des présidents, des députés, des ministres, des chevaliers et tout ce que vous voudrez, il y avait toujours une inégalité, une échelle verticale.

L'idée de la gouvernance, très hypocrite, c'est qu'on va vers une échelle horizontale. Au fond, ce n'est pas d'être un agent public qui vous donne

une suprématie, une supériorité, sur les autres acteurs. Le tout est que ces autres acteurs soient honorables, aient quelque chose à dire, fassent quelque chose d'utile. A partir de ce moment-là, on les reconnaît. Si on trouve qu'ils ne sont pas utiles, on ne les reconnaît pas. Vous savez que les sorcières, ce sont les protestants qui en ont brûlé le plus grand nombre. Ils ne les trouvaient pas utiles.

La gouvernance, c'est cette idée d'horizontalité, en réalité hypocrite, parce qu'elle ne s'applique pas à tout le monde. Ce n'est pas pour les sorcières, évidemment, qu'on ne va pas brûler (d'ailleurs on ne brûlera personne pour l'instant, on est dans une période de douceur). Mais néanmoins, l'horizontalité ne s'applique pas à ceux qui ne conviennent pas, en fonction du principe (qui n'est pas dans le *Livre Blanc* de Bruxelles) de l'optimum de Pareto.

Vilfredo Pareto est un ingénieur des chemins de fer, théoricien élitiste, qui a été très longtemps professeur à l'université de Lausanne. Il disait (mais il se trompait) : « Vous pouvez faire tout ce que vous voulez, vous trouverez toujours, en fin de compte, que dans une démocratie, une monarchie, une tyrannie, une féodalité quelconque, n'importe quoi, ceux qui veulent conduire une société, un pays, une région, vont s'arranger pour se retrouver entre un petit nombre de gens, sans parasite. » Petit nombre (parce qu'il ne faut pas qu'il y en ait trop, tous les autres vont tout parasiter, compliquer les affaires, vont vouloir parler, avoir d'autres idées) de gens compatibles et utiles pour la fin qu'on poursuit, pour ce qu'on veut faire.

Voilà le principe de la gouvernance : rassembler dans des instances décisionnelles un petit nombre de gens compétents, compatibles, qui peuvent s'entendre entre eux, même s'ils doivent régler un problème litigieux. Ce seront, par exemple, des leaders syndicaux qui n'ont pas de cravates, qui ne sont pas distingués, qui vont se réunir avec des hommes politiques, des grands patrons et des banquiers à chemises à rayures. Mais ils se reconnaissent les uns les autres. Ils ont un objectif, ils veulent en sortir. Au fond, les syndicalistes ne veulent pas faire exploser la maison, ils y perdraient aussi tout ce qu'ils ont, ils veulent aboutir à un bon résultat. C'est l'optimum de Pareto. Vous voyez que cela va dans la direction du cercle décisionnel sur un objectif strictement finalisé.

Le gouvernement démocratique prétend tout régler. Il y a l'intérêt général, il y a un tas de trucs, mais il y a surtout un agenda et on essaie donc de faire ce que l'on peut, ce qui est réalisable, et de ne pas se faire plus d'ennemis que d'amis. Cela marche plus ou moins bien, bien que l'agenda soit toujours surchargé.

Dans la gouvernance, on n'est pas connu. Quand on dit le déficit démocratique de l'Europe, par exemple, c'est plutôt un compliment. C'est ce qui permet, d'une part, d'être fidèle à l'optimum de Pareto dans l'organisation du cercle décisionnel et, d'autre part, on n'a plus l'obligation de régler les grandes questions dans leur ensemble. On n'a plus l'idée qu'il y a un inté-

rêt général : on règle des questions successivement, à des niveaux différents, pour des périodes limitées.

Auparavant, on avait l'impression, et pas seulement dans les démocraties, que quand on faisait des lois, c'était pour les graver dans le bronze, pour l'éternité. C'était complètement faux, certaines n'étaient même d'ailleurs jamais appliquées. Mais c'était l'idée qu'on avait. Plus maintenant. D'ailleurs, vous remarquerez que dans le langage OMC, dans le langage Commission, on parle beaucoup de normes, parce que la norme est révoquable, que c'est quelque chose de très différent de la loi. La norme n'a pas cette majesté qu'a la loi, majesté qui est très gênante et très trompeuse, parce qu'effectivement rien n'est éternel. On voit bien les lois concernant les mœurs. Dans les pays où, par exemple, l'homosexualité était poursuivie, punie, cela paraît aujourd'hui absolument aberrant, alors que cela ne l'était pas il y a cinquante ans.

L'optimum de Pareto, ce sont ces deux choses : un petit cercle décisionnel compétent de gens cooptés, aboutissant à des décisions révoquables.

C'est un système de cooptation. Les acteurs pertinents de la gouvernance sont des gens qui se cooptent entre eux et qui se cooptent de façon variable, selon le type d'affaire. Le cercle décisionnel n'est pas le même selon les cas, alors que dans un Etat normal, traditionnel (je ne dis pas seulement démocratique), il y avait un système fixe. Les gens se renouvelaient, mouraient, se faisaient battre aux élections ou se faisaient occire, mais c'était stable. Dans la gouvernance, c'est constamment mouvant : la gouvernance n'a pas de lieu, cela varie, c'est difficile à définir. Et enfin, la gouvernance évacue la notion de public. Le privilège de ce qui est public est nié et considéré comme malfaisant, parce qu'il empêche justement ce système de la gouvernance de fonctionner, il s'y oppose.

Où cela marche-t-il ? Un peu et surtout avant, à Bruxelles. Actuellement, il y a une très forte résistance des instances nationales, aggravée depuis l'élargissement. Au niveau des pays industriels avancés, cela existe aussi, mais évidemment, ce n'est pas écrit dans un livre blanc, ce serait trop imprudent. Mais c'est la pratique.

Sans parler de choses que l'on subodore mais que l'on ne connaît pas en réalité : la Chine. La Chine, comment cela marche ? Qui dirige ? Quels sont les rapports public-privé ? Qu'est-ce qui est public, qu'est-ce qui est privé ? Quand est-ce un peu les deux à la fois ? Cela concerne largement plus d'un milliard de personnes et cela servira sans doute de modèle à beaucoup d'autres. Mais ceci est une autre histoire.

Q. – Vous avez présenté Monsieur Chavez comme étant un populiste, tout comme un ensemble de forces de gauches qui occupent aujourd'hui l'Amérique du Sud où on s'occupe beaucoup des pauvres. Est-ce que le fait de s'occuper des pauvres est du populisme ?

Non.

– Parce que le véritable coupable, n'est-ce pas le néolibéralisme ?

Non, non plus.

Le populisme, c'est essentiellement un discours, un langage politique qui prétend parler comme la masse des gens. Ce n'est pas forcément vrai, d'ailleurs, mais c'est une prétention. Un leader, mais cela peut aussi être un parti, comme au Mexique, par exemple, un leader ou un parti prétend parler comme la masse des gens en satisfaisant les impatiences populaires.

Il est vrai qu'on suppose que la masse des gens pense qu'il est très facile d'accomplir certains de ses désirs. Qu'il y a simplement une certaine catégorie, les riches, les néolibéralistes, tel ou tel adversaire mal intentionné, qui s'opposent à la satisfaction des désirs populaires. Le populisme dit : « Moi, je vais les balayer. Je sais ce que vous voulez. Je suis comme vous. Je suis le peuple et on va arriver au bonheur, au bonheur relatif. »

Le gouvernement, c'est gérer l'agenda de ce que l'on peut faire, c'est tempérer et arbitrer les choses entre ce que l'on peut faire et ce que les gens désirent. Puis, essayer d'arranger cela pour se faire le moins d'ennemis possible.

Les populistes ne considèrent pas cela. Leur imprudence est de dire : « Non, cela est une foutaise. On vous raconte cela, mais c'est parce qu'ils ne veulent pas. Ils vous disent que cela n'est pas possible, mais on peut. C'est du néolibéralisme. Le néolibéralisme, on le balaye. Et vous aurez tout. » Le populisme, c'est cela. C'est au fond la négation de la réalité, la négation de l'agenda politique.

Le populisme peut être charmant, mais cela ne peut pas durer très longtemps, parce que c'est très consommateur de ressources et que cela ne débouche sur rien quand il n'y a pas de ressources. C'est ce qui s'est passé en Argentine, au début des années '50, c'est ce qui se passe actuellement au Venezuela.

Les pauvres, est-ce dû au néolibéralisme ?

Oui et non. En tout cas pour l'Amérique latine, mais je ne sais pas si c'est valable partout. Des pauvres, il y en a toujours eu et il risque d'y en avoir encore un bon bout de temps, quel que soit le régime. Il y a deux choses très frappantes. D'abord, que le pays qui a pratiquement le plus régressé sur le plan global du produit national, du revenu par tête et même, quoi qu'on dise, sur le plan de l'éducation, c'est Cuba. Pourtant, je ne crois pas que ce soit une victime du néolibéralisme. Ensuite, que le pays où il y a relativement le moins de pauvres en Amérique latine, c'est le Chili. Je n'ajoute rien.

Cela dit, il est vrai que la politique de rédemption administrative et gouvernementale de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque interaméricaine

de développement même, a été profondément erronée et a créé des catastrophes en Amérique latine. Je ne sais pas si cela a tellement augmenté la pauvreté globalement, mais dans certains cas précis, cela a eu des effets économiques et politiques dévastateurs. C'est-à-dire que, dans les années '90, on pouvait croire que l'Amérique latine était sortie du cercle fatal qui était que les militaires prennent le pouvoir, soit des militaires populistes, soit des militaires antipopulistes (il y en avait de toutes les sortes), abattent une démocratie parce qu'ils considèrent, à juste titre d'ailleurs, qu'elle a créé un désordre terrible, qu'elle a cassé le pays, a généré une inflation de vingt-cinq mille pour cent par an, et prennent le pouvoir. Ils prétendent arranger les choses et puis, un beau jour, comme par exemple au Brésil, il y a une dépression mondiale et là, les militaires se débinent et recréent la démocratie.

J'ai écrit des choses très édifiantes là-dessus, dans les années '90, disant que l'Amérique latine allait devenir démocratique parce qu'elle sortait enfin de ce cercle fatal, et j'ajoutais : « Parce que les gens ne croient plus aux promesses. » Je crois que, malheureusement, l'Amérique latine, grâce à la politique des grandes agences financières mondiales et aux populistes, repart peut-être vers le cycle fatal. Pour l'instant, il n'y a pas encore de régime militaire, mais il y a ces gouvernements populistes. Le Venezuela est un régime semi-militaire populiste, avec un caractère populiste personnalisé très poussé. Et il y a la Bolivie.

– Intervention du ministre d'Etat Guy Spitaels.

Nous avons convenu que je vais opérer un grand rattrapage culturel en lisant votre livre, mais je suis séduit en tout cas par les idées que vous exprimez ce soir.

Peut-être deux réflexions sur lesquelles j'aimerais que vous réagissiez, si vous le voulez bien.

La première, et vous venez d'aggraver le cas avec l'Amérique latine, c'est que je trouve que la réflexion sur la démocratie est au fond une réflexion spatialement limitée. Prenons l'Asie, la moitié des êtres humains, il y a bien sûr la Chine avec son milliard trois cents millions d'habitants, et puis ceux qui s'apparentent à la même philosophie : le Vietnam, la Corée du Nord. Et puis il y a les Etats financiers de droite, comme Singapour, la Malaisie ; il y a les cinq républiques d'Asie centrale ; il y a le monde musulman qui est pour une partie en Asie, le Grand Moyen-Orient, comme diraient les Américains. Cela appelle tout de même une réflexion, le fait que le plus grand continent du monde est très minoritairement interpellé par la démocratie.

L'Afrique, on sait ce qu'il faut en penser. Il y a l'Etat le plus riche et le plus développé, géré intelligemment parce que diversifiant ses relations internationales, aussi bien vers l'Ouest que vers la Chine : l'Afrique du Sud. C'est donc un parti qui vient de mettre fin au mandat d'un président de la république. Si on appelle cela de la démocratie, alors tous les régimes peuvent recevoir cette étiquette. Je veux donc dire aussi : pour l'Afrique, qu'est-ce que c'est que la démocratie ?

Et vous venez d'ajouter une réflexion, à première vue surprenante, parce que je ne percevais pas les choses comme cela, sur le fait que l'Amérique latine, qui connaît une évolution apparemment glorieuse, très positive, est peut-être retentée par certains démons, par défaut d'arbitrage qu'elle peut opérer.

Bref, si ceci est vrai, la réflexion sur la démocratie s'opère sur une sphère géographique assez limitée : un milliard, un milliard et demi d'hommes dans le monde, c'est évidemment très peu.

Secondement, je partage votre analyse que je me ferai un plaisir de voir plus avant, mais seriez-vous d'accord de dire ceci : que le phénomène prend une gravité plus importante de par l'Union européenne ?

Le traité constitutionnel a échoué, le traité de Lisbonne est en voie d'échec. Mais comment fonctionne le système ? Le système fonctionne essentiellement par des groupes qui veulent imposer des gouvernances. On peut parler du groupe Bilderberg, on peut parler du comité Monnet, mais toujours il y a eu une volonté d'imposer au peuple qui ne le sait pas, les bonnes solutions. Il existe un mot anglais qui est intraduisible et que je ne veux pas donner par snobisme, mais qui caractérise tellement bien ce milieu dirigeant que je connais un peu, c'est le *fine tuning*. Il y a toujours une solution à définir et à vendre (mais qui n'a naturellement rien à voir avec la consultation des peuples), qui est ce que nous, élites, allons définir, nous qui savons, et que l'on va commercer, dont on va persuader.

Quelle est la différence avec la politique que nous avons suivie ?

Je me souviens très bien, il y a un demi-siècle, même dans cette ville, les hommes politiques voulaient persuader le peuple. Ils dépensaient une énergie folle à persuader les gens, qui finalement les élistaient. Ce n'est pas du tout le propos dans l'Union européenne. Tous les groupes dont nous parlons : le groupe Bilderberg, la commission Trilatérale si on y joint les Américains, le comité Monnet... sont des cénacles qui sont convaincus qu'ils détiennent la vérité et qu'il faut donc, par des moyens divers, la diffuser. Le peuple vote non ? Ce n'est rien, on va trouver un *fine tuning* pour remettre la même marchandise dans le *pipe* autrement.

Dès lors, si nous convenons, en un, que le spectre de votre observation, très intéressante, très passionnante, ne s'applique après tout qu'à une partie réduite de l'univers (le reste de la planète n'est pas tenté par l'aventure démocratique ou tout au moins n'y participe pas), et que, en deux, il y a une sorte de dévoiement dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Occident, où il y a un dessaisissement, je puis très bien comprendre vous avoir entendu tout à l'heure, avant de rentrer dans cette salle, exprimer une sorte de nostalgie d'autres républiques et d'autres décennies, même du temps qui est notre époque, où le peuple, sans se complaire dans de grands mots, avait un pouvoir décisionnel.

Tout ce que je vois maintenant ? Je pourrais citer quelques noms de personnages importants que nous connaissons tous, qui ne sont naturellement pas des hommes politiques, mais qui, à mi-chemin entre les affaires et le monde politique, sont les véritables initiateurs des décisions de l'Union européenne. Oui, c'est le *fine tuning*. Oui, c'est la conviction que les rencontres entre groupes différents mais appartenant à un certain monde

ont à faire passer, à commercer, ce qu'ils ont décidé ; à vendre l'idée, pas à faire de la politique mais à vendre l'idée que les cénacles ont promue.

Je coïncide complètement avec votre seconde remarque, je m'y retrouve absolument.

Simplement, je dirais que l'Union a à la fois développé le phénomène et développé son caractère critique, puisque c'est l'Union qui a assuré la mise en forme du concept de gouvernance, comme un outil opérationnel de prise de décision révoquant et temporaire. Par des gens effectivement sûrs de leur fait, à court terme. D'autant qu'ils ne visent jamais le long terme. Qui très souvent ne sont même pas Européens. Vous aviez ces vieux Européens de la deuxième moitié des années '40 et du début des années '50, dont je ne sais pas si cela se trouve encore tellement.

Je m'y retrouve totalement. C'est l'Union qui a permis de développer le concept et sa mise en pratique par la suite et c'est l'Union qui maintenant crée l'incertitude ! Effectivement, le concept (et sa mise en pratique surtout) est en difficulté. Il est en difficulté, pas contre une autre proposition de gestion des affaires communes, il est en difficulté contre une poussée primaire, nationaliste, que nous avons nous-mêmes créée avec l'élargissement de l'Europe. Entièrement d'accord.

Sur le premier point, je suis d'accord aussi. Je parlais simplement de la démocratie en extension (souvent une démocratie illibérale) et de la démocratie en profondeur.

Il y a le « pas de démocratie du tout », en particulier, je crois qu'on peut oser le dire, dans la plupart des pays musulmans, sauf peut-être en Iran et dans quelques îlots. Mais c'est très paradoxal, parce qu'on pourrait dire que le pays le plus libéral, c'est la Tunisie, or, c'est le plus dictatorial. Ce n'est pas simple.

Et donc, la démocratie en extension, ce n'est pas grand chose, sauf quelques espoirs quand même, mais dans de très grosses portions de la planète, comme l'Amérique latine, c'est maintenant problématique. Mais on voit tout et son contraire, parce qu'en Amérique latine notamment, on voit des populistes furibonds, comme Chavez, et on en voit d'assez géniaux ou traîtres aux pauvres, cela dépend de l'opinion que l'on veut avoir, comme Lula. Qui est génial, qui est un interlocuteur à la fois pour la masse des Brésiliens, qui parvient toujours, non pas à séduire mais à maintenir un dialogue avec eux. En même temps, c'est un interlocuteur qui est considéré comme fiable par des agents économiques, par de grandes puissances industrielles et à qui on décerne tous les compliments. Il y a aussi Madame Bachelet, qui n'a rien de populiste, qui est à gauche et qui arrive à manœuvrer l'agenda. C'est le travail politique. Il y a des populistes, comme Lula, qui le font aussi.

Je crois qu'il y a un grand progrès, mais jamais la démocratie n'a fait autrement que de s'étendre par à-coups, en reculant parfois. Je ne parle pas

d'avant 1945 où il y avait déjà eu des progressions. Après 1945, il y a eu l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. Le Japon, je n'en suis pas sûr, parce qu'au Japon, c'est toujours le même parti qui gouverne. C'est alors une démocratie de parti unique efficace. Il y a d'autres partis, bien sûr, mais... Et puis, ce fut la péninsule ibérique, l'Europe du Sud avec la Grèce. Après, ce fut une bonne partie de l'Amérique latine. Et puis, presque en même temps, la Corée du Sud, Taïwan. Aux Philippines, je ne suis pas trop sûr, pour d'autres raisons, mais cela me paraît douteux. Et puis après, cela devient compliqué.

Après, il y a eu la chute du rideau de fer, la démocratisation de l'Europe centrale et orientale. Certainement la démocratisation de la Hongrie et de la Slovaquie. Sans aucun doute. Quelques autres pays encore, par-ci, par-là. Je ne suis pas sûr qu'on puisse parler de démocratisation complète, achevée, crédible à terme de vingt ans dans les pays de l'Europe orientale, et encore moins de l'Europe extrême orientale : la Russie, l'Ukraine, surtout si les Européens et les Américains continuent à la tripoter trop. Parce qu'aussi, on joue ce rôle contre-productif.

Je concorde avec vous : la démocratie en profondeur existe, d'une part, en Europe de l'Ouest, dans certains pays anglo-saxons et en Amérique du Nord. Je ne crois pas que la démocratie soit en crise en Amérique du Nord, aux Etats-Unis et au Canada, bien qu'elle y connaisse des difficultés : la corruption, aux Etats-Unis, pas au Canada, la fraude et tout ce genre de choses, que l'on reproche aux voisins du Sud mais qui existe aussi aux Etats-Unis. Mais ce n'est pas une crise, c'est un état natif.

La démocratie en profondeur n'existe en gros qu'en Europe de l'Ouest, en Australasie et en Amérique du Nord.

Q. – Monsieur le professeur, je ne vous ai pas entendu nous donner une définition de la démocratie. Je crois avoir deviné que dans votre esprit, c'était la loi du plus grand nombre. Et pourtant, je me demande si l'on ne pourrait pas avantageusement décrire les démocraties occidentales comme étant des Etats de droit. Que pensez-vous de cette définition-là ?

Ce n'est pas exactement la définition que j'ai donnée de la démocratie. C'était ce dont on se réclamait en général dans le préambule des Constitutions, une espèce de définition prétendue qu'on trouve dans beaucoup de Constitutions. C'est cela que je disais.

Il est vrai aussi que la démocratie originelle, à la fois la démocratie grecque, et à la fois médiévale, les bourgs francs au Moyen Age, recourrait à la démocratie directe. C'était plus ou moins le gouvernement du plus grand nombre ou plus exactement du plus grand nombre de citoyens reconnus. Ce sont des observations, c'est tout. Je n'y adhère pas et je ne tiens pas à avoir une définition de la démocratie, puisque ce serait vouloir définir quelque chose qui n'existe pas et qui ne peut pas exister. Donc, je ne m'emploie pas à la définir.

Mais cependant, une définition d'observation des systèmes de gouvernement que nous avons eus en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, depuis plus d'un siècle, c'est le régime mixte.

La démocratie est un régime mixte tel que le définissait Aristote. Pour Aristote, la démocratie, c'est-à-dire la démocratie populaire, le règne du peuple, était un très mauvais gouvernement. Cela amenait à la violence, au meurtre. Et Platon, qui y était encore plus hostile, disait : « La démocratie, c'est là où les chiens et les ânes bousculent les passants dans la rue ! » Aristote n'était pas loin de cette idée-là. Il était pour une aristocratie, c'est-à-dire un gouvernement non pas d'une noblesse par le sang, par l'hérédité, mais des meilleurs. Il disait qu'en définitive, cependant, il faut que le gouvernement soit accepté. Il faut que le gouvernement puisse gouverner, ne soit pas constamment en bute à la résistance ou à la haine populaire. Ce qu'il faut, c'est un régime mixte, c'est-à-dire un régime de gens qui gouvernent assez habilement que pour donner à la masse des gens l'impression que les premiers gouvernent au profit des seconds. Il ne faut pas seulement donner l'impression, il faut gouverner au profit de la masse, il faut que les gens en tirent bénéfice, qu'ils vivent de mieux en mieux, qu'ils aient l'impression, comme dit la Déclaration d'indépendance américaine, qu'on poursuit le bonheur. Il faut en donner l'impression et le faire. Mais si on confie le gouvernement au peuple, ce ne sera qu'incendies et meurtres. Ce n'est pas la peine d'essayer.

Je dirais que la démocratie a toujours ou presque été cela (sauf déraillements par moments, en 1848 en France, par exemple, ou lors de la Commune de Paris en 1871) : le développement d'un régime mixte où on se réclame de la souveraineté populaire mais où on s'efforce de ne pas être trop gêné par celle-ci.

D. Bibliographie

● *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*

Guy Hermet, Armand Colin, octobre 2007, 229 pages, € 22,50.

Une confusion s'est établie entre la démocratie en extension et la démocratie en profondeur, dit Guy Hermet ; son triomphe apparent à l'exportation semble acquis auprès d'une foule de pays émergents, tandis que dans les « vieux » pays elle y fonctionne avec difficulté et fait plus que d'y enregistrer une crise passagère. A l'échelle planétaire, la démocratie connaît un triomphe de surface, tandis qu'elle subit de fait une perte de substance en profondeur. C'est devenu un terme à répéter le plus possible dans les déclarations officielles, mais qui ne veut rien dire en soi. La démocratie « *entre désormais dans la saison hivernale de la démocratie tardive, la saison de ses vieux jours* » et nul ne veut le voir ni le savoir !

Berlusconi a inventé la Télé-République italienne, Tony Blair a galvanisé les Anglais avec son New Labour, tandis que les populistes modernes sont descendus de Scandinavie pour envahir l'Europe. Comme les prési-

dentielles françaises de 2007 l'ont souligné, c'est maintenant à la France d'inaugurer son Nouveau Régime, résidu de populisme type Front national assorti d'une dose beaucoup plus forte de néo-populisme bien élevé à la façon des trois grands ex-candidats présidentiels et, pour les choses sérieuses, d'une injection discrète mais décisive de gouvernance destinée à dynamiser vraiment le « management » du pays. Pour tout dire, l'hiver de la démocratie est arrivé. Celle-ci conserve son nom pour un temps. Mais elle a perdu sa substance.

Face à ce grand tournant, nous vivons pourtant comme nos ancêtres à la veille de la Révolution de 1789. Ce crépuscule de l'Ancien Régime annonçait déjà la fin d'un monde. Mais les Français comme leurs voisins ont continué alors à vaquer à leurs routines sans vouloir imaginer que leurs habitudes déjà très ébranlées allaient être mises sens dessus dessous. Nous faisons de même à l'approche du séisme politique annoncé. Ce livre rappelle qu'en dépit de ses heureuses saisons passées, la démocratie est un mode de gouvernement non moins voué à s'effacer devant un Nouveau Régime que les régimes qui l'ont précédée.